

Philippe Martin, Président PS du Département du Gers a adressé un courrier au Premier Ministre pour lui demander de revenir sur sa décision



Philippe Martin, Président PS du Département du Gers a adressé un courrier au Premier Ministre pour lui demander de revenir sur sa décision

" Monsieur le Premier Ministre,

Comme de très nombreux élus, je suis inquiet de l'annonce faite par votre Gouvernement d'une réduction drastique du nombre de contrats aidés.

Dans le Gers, celle-ci va mettre en danger des centaines d'emplois locaux, en même temps qu'elle va porter préjudice à un nombre considérable d'associations d'éducation populaire, sportives et culturelles, qui œuvrent en faveur du lien social dans nos territoires ruraux et qui vont se retrouver privées des moyens nécessaires à leur fonctionnement.

Dans le secteur médico-social gersois, cette décision va mettre en difficulté les établissements publics d'hébergement dédiés aux personnes âgées dépendantes (EHPAD) ou en situation de handicap du Gers ainsi que tout le secteur de l'aide à domicile.

Les structures concernées vont se retrouver dans l'incapacité financière de remplacer les personnes jusqu'alors bénéficiaires de ce dispositif, sauf à recruter des personnels dont le coût aura un impact significatif sur les prix de journée, pour des retraités ruraux dont les pensions sont déjà très faibles.

Que dire de l'impact d'un tel arrêt sur les établissements scolaires ou péri-scolaires ou pour les collectivités locales qui en ont la charge - département, commune ou communauté de communes - et qui doivent déjà faire face à la réduction des dotations de l'État.

Pourtant - et je l'ai constaté dans le Gers - ces mécanismes d'aides jouent pleinement leur rôle d'inclusion sociale, en renforçant le retour à l'emploi des personnes les plus en difficulté.. Une étude de la DARES de mars 2017 a montré que 70% d'entre elles réussissaient leur insertion professionnelle dans les 6 mois suivant la fin de leur contrat.

Dans le Département du Gers, ce sont 384 gersois et gersaises qui disposent d'un emploi grâce à ce type de contrat (CUI, CAE ou Emploi d'Avenir). 384 gersois et gersaises qui, sans ce coup de pouce, seraient tributaires des minimas sociaux, n'accèderaient pas à un emploi ou ne débuteraient pas une expérience professionnelle.

Dans les départements ruraux ces contrats aidés constituent de réelles opportunités d'insertion à l'emploi pour des jeunes des publics précaires ou qui en sont éloignés.

C'est pourquoi, Monsieur le Premier Ministre, je vous demande de bien vouloir revenir sur la suppression, brutale et non concertée, des contrats aidés.

Je vous prie de croire, Monsieur le Premier Ministre, à l'assurance de mes meilleurs sentiments.

Les emplois aidés en péril sur le département

L'annonce, sans concertation de la réduction brutale des contrats aidés en 2017 et en 2018 aura dans le Gers des conséquences graves dans le champ de la solidarité, de la santé, de la culture, du sport, des loisirs ou encore de l'éducation.

Ces emplois ne sont pas « faux emplois » comme les propos qu'on l'entend trop souvent.

Dans le Gers, sans ces 384 emplois aidés, de nombreuses associations, mairies, écoles, collèges ou maisons de retraite devront revoir à la baisse leurs actions au service des citoyens.

Cette décision va, une fois encore, pénaliser les plus fragiles. Ces contrats concernent principalement des jeunes peu qualifiés, des chômeurs de longue durée, ainsi que des seniors en fin de carrière. Ils permettent à des personnes éloignées de l'emploi de s'insérer ou se réinsérer dans la vie active, de reprendre confiance et de casser la spirale de l'isolement que crée le chômage de longue durée".